



MARCHÉ N° 2025DPIGP720-CS

PORTANT SUR UNE MISSION DE COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE LA REHABILITATION DES AILES CENTRALE, OUEST ET DES AMPHITHEATRES BATIMENT UFR SHS SUR LE CAMPUS DU SAULCY A METZ (57).

01a_REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Marché passé en application du Code de la Commande Publique (notamment ses articles L2123-1 et R2123-1 1°)

Date limite de remise des plis : 03/03/2025 à 12 heures (Heure de Paris)

Attention, les réponses à la présente consultation doivent être remises exclusivement sous forme dématérialisée.

Article 1 – Pouvoir adjudicateur et présentation des lots

1.1 Pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par l'Université de Lorraine.

Université de Lorraine, Direction du Patrimoine Immobilier - Grands Projets Immobiliers - 34 cours Léopold CS 25233 - à l'attention de Mme la Présidente, F-54052 Nancy.
Tél. (+33) 3 54 50 54 00. Fax (+33) 3 54 50 54 01.

: <http://www.univ-lorraine.fr/>.

1.2 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet une Mission de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé pour la réhabilitation des ailes centrale, ouest et des amphithéâtres bâtiment UFR SHS sur le campus du Saulcy à Metz (57).

1.3 Allotissement

Le présent marché est composé d'un lot unique. Il n'est pas procédé à un allotissement car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Article 2 – Nomenclature communautaire

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Services de conseil en matière de santé et de sécurité. (71317210)	

Article 3 – Contenu minimum des réponses

A l'appui de sa réponse au présent appel à concurrence, le candidat doit fournir :

Pièces relevant de la candidature

1/ Une lettre de candidature (Formulaire DC1 joint au dossier de consultation) complétée ;

2/ La déclaration du candidat (modèle recommandé : formulaire DC2 joint au dossier de consultation) dûment renseignée ;

La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (modèle recommandé : formulaire DC2) ;

Une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;

Pièces relevant de l'offre

1/ L'Acte d'Engagement pièce n°01d_Acte d'Engagement ;

2/ Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (CDPGF) pièce n°01e_CDPGF dûment complétée au format .xls sous peine d'irrégularité ;

Le candidat a la faculté de remettre et de signer un acte d'engagement (modèle fourni dans le dossier de consultation des entreprises) dès le dépôt de son offre.

Ce document signé électroniquement sera exigé auprès du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le contrat, avant notification (cf. article 8.3)

3/ Le CCAP pièce n°01f_Cahier des Clauses Administratives Particulières, à accepter sans aucune modification

4/ Le planning de l'Opération pièce n°03_Calendrier Prévisionnel,

5/ Le mémoire technique du candidat, qui devra aborder a minima les points suivants sous peine d'irrégularité :

- la composition de l'équipe (moyens humains, titres d'études et CV des intervenants y compris les suppléants sur la mission) et matériels affectés à la mission

- la méthode et les moyen mis en place pour l'exécution de la mission,
- références des intervenants y compris les suppléants (opérations de nature similaires à l'objet de la consultation)

NB :

- Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des réponses ;

Article 4 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

4.1 – Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

4.2 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le pouvoir adjudicateur ne définit aucune prestation supplémentaire éventuelle dans le cadre du présent marché.

Article 5 – Accès au dossier de consultation et modalités de dépôt des réponses

5.1 – Accès au dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être retiré sur la plateforme de dématérialisation PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2605437&orgAcronyme=f2h>

Dans la barre de recherche rapide, rechercher la consultation en spécifiant sa référence, soit 2024DPIGP720CS et valider ladite recherche.

5.2 – Renseignements complémentaires

Université de Lorraine, Direction du Patrimoine Immobilier – Sous-Direction Adjointe Grands Projets Immobiliers
1 Rue Grandville B.P. 20451.

Adresse internet

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2605437&orgAcronyme=f2h>

Cependant, l'université ne s'engage à répondre aux demandes de renseignements complémentaires que dans l'hypothèse où celles-ci lui parviendraient au plus tard le 17/02/2025 à 12 h 00 (heure de Paris).

Au-delà de cette date, l'université se réserve la possibilité de ne pas répondre aux demandes de renseignements complémentaires, en considérant qu'elles n'ont pas été transmises en temps utile.

Les réponses apportées par l'université seront envoyées à l'ensemble des personnes s'étant identifiées par courriel à l'adresse électronique indiquée par les candidats ayant téléchargé le dossier.

Aucune question ne pourra être posée verbalement et aucune réponse ne sera donnée en dehors du dispositif prévu au présent article.


5.3 – Modalités de dépôt des réponses

Les candidats doivent remettre leur réponse à la présente consultation au plus tard aux dates et heures indiquées en page de garde du présent document. Les réponses qui parviendraient après cette date, seront éliminées.

Les réponses à la présente consultation doivent être remises exclusivement sous forme dématérialisée.

La transmission des plis s'effectue à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2605437&orgAcronyme=f2h>

(N° de référence de la consultation 2025DPIGPI720CS) en cliquant sur l'icône , "accéder à la consultation" – Onglet Dépôts".

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'Université de Lorraine peut faire l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Copie de sauvegarde :

Le candidat peut, s'il le désire, envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse (sur support papier ou sur support physique électronique : CD Rom, clé USB, ou par voie dématérialisée via la plateforme PLACE).

Cette copie de sauvegarde doit respecter les modalités de présentation des candidatures et des offres et être placée dans un pli scellé adressé à l'adresse figurant ci-dessous :

Université de Lorraine
Direction du Patrimoine Immobilier
Grands Projets Immobiliers
1, rue Grandville
54000 NANCY

Avec la mention suivante :
« Copie de sauvegarde – Marché numéro 2025DPIGPI720-CS– Ne pas ouvrir »

En cas de remise d'une copie de sauvegarde contre récépissé, l'attention des candidats est appelée sur le fait que le secrétariat de l'ENSIC –et sont ouverts au public du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure de Paris), sauf jours fériés et éventuelles périodes de fermeture de l'établissement.

5.4 – Signature électronique

La signature électronique ne sera demandée qu'auprès du candidat pressenti. Lors du dépôt de l'offre, la signature n'est pas obligatoire.

Si le candidat pressenti est dans l'incapacité avérée de pouvoir signer son offre de façon électronique, l'Université pourra l'inviter à déposer les documents concernés par voie papier. Ces documents devront être signés de façon originale manuscrite.

Pour signer électroniquement les pièces de sa réponse à la présente consultation, le candidat utilise un certificat de signature appartenant à l'une des deux catégories de certificats visés à l'article 2 II de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Le certificat électronique doit être associé à une personne dûment habilitée à engager la société du candidat. Attention, l'obtention d'un certificat électronique peut prendre plusieurs jours.

Le format de signature utilisé est conforme au référentiel général d'interopérabilité version 2.0 approuvé par l'arrêté du 20 avril 2016. Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Sauf mention contraire, l'Université de Lorraine invite les candidats à utiliser le format de fichier .pdf et à privilégier le format de signature PAdES.

Les informations concernant le référentiel général de sécurité sont disponibles à l'adresse suivante : <https://references.modernisation.gouv.fr/securite>

NB : La seule signature du dossier permettant l'archivage et la compression des données (dossier de type « .zip »), contenant les documents remis à l'appui de la réponse du candidat n'est pas suffisante. Chacune des pièces du marché pour lesquelles la signature est requise doit être signée. Il appartient donc au candidat de signer électroniquement individuellement les documents figurant dans ces dossiers.

Il est par ailleurs rappelé qu'une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .rtf, dwg et .xls.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse(s).

Article 6 – Retrait et modifications apportées par l'Université au dossier de la consultation

L'Université se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation. Les candidats en seront informés par courrier électronique à l'adresse électronique indiquée par les candidats ayant communiqué une adresse électronique.

AUSSI, IL EST FORTEMENT RECOMMANDE AUX PERSONNES TELECHARGEANT LE DOSSIER DE CONSULTATION DE RENSEIGNER LE FORMULAIRE D'IDENTIFICATION DESTINE A PERMETTRE LA TRANSMISSION DES MODIFICATIONS EVENTUELLES.

Les modifications seront également mises en ligne sur le profil acheteur de l'Université.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Article 7 – Modalités d'examen des réponses par l'université

7.1 – Examen des candidatures

En vertu des articles R2144-1 et suivants du Code de la Commande publique, sont éliminées :

- Les candidatures dont le candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la Commande Publique ;
- Les candidatures qui ne présentent pas des capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes. La capacité sur ce point sera appréciée à partir des éléments apportés dans les déclarations, certificats, pièces ou attestations demandés aux candidats ;

7.2 – Examen des offres et négociation

L'université se réserve le droit de négocier avec les candidats dont l'offre n'est pas inappropriée au sens de l'article L2152-4 du Code de la Commande Publique.

Toutefois, l'Université se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Parmi les candidats ayant remis un dossier complet et une offre conforme aux exigences de l'université, les critères suivants seront pris en compte pour la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, selon la pondération indiquée :

1/ Montant global et forfaitaire de la prestation (40 points)

2/ Valeur technique (60 points)

Ce critère sera apprécié sur la base des éléments transmis par le candidat au sein de son offre. Il se décompose des sous-critères suivants :

- 2.1/ la composition de l'équipe (moyens humains, titres d'études et CV des intervenants y compris les suppléants sur la mission) et matériels affectés à la mission – 15 points**
- 2.2/ la méthode et les moyens mis en place pour l'exécution de la mission – 15 points**
- 2.3/ références des intervenants y compris des suppléants (opérations de nature similaires à l'objet de la consultation) – 30 points**

Article 8 – Attribution du marché au candidat pressenti

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché produira dans le délai imparti par l'université :

a) Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au titre de l'année précédant la consultation ;

Pour les entreprises créées postérieurement au 1er janvier de l'année de lancement de la présente consultation, le récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises se substituera aux attestations fiscales et sociales demandées ci-dessus.

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;

b) Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5, ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail

Certains de ces certificats et attestations peuvent être obtenus en ligne, sur les sites suivants : <http://www.urssaf.fr/> et <http://www.impots.gouv.fr/>.

Des renseignements concernant la délivrance des attestations fiscales sont disponibles à cette adresse : http://www.impots.gouv.fr/portal/deploiement/p1/fichedescriptive_5336/fichedescriptive_5336.pdf

c) Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion

d) En cas de redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

En outre, afin de pouvoir valablement contracter avec l'Université, il sera demandé au candidat pressenti de fournir :

e) L'ensemble des pièces marché signées

f) Tous documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise

Les candidats ont la possibilité de remettre les documents mentionnés ci-dessus dans le dossier dès la réponse à l'appel public à la concurrence.

Article 9 – Adresse de contact

Les candidats seront particulièrement attentifs à renseigner dans leur offre une adresse courriel consultée régulièrement dans la mesure où cette adresse pourra être utilisée par l'Université de Lorraine pour tout échange.

Il appartient donc au soumissionnaire de relever son courrier électronique sur une base régulière. La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utile.